TELLURIAN RESEARCH

Rapport de veille quotidien — RDC

16 novembre 2026

Période : 15 nov., 7 h – 16 nov., 7 h WAT (heure de la RDC)

Cuivre **13 610 $/t** ▼ **-2,5 %** | Cobalt **33 525 $/t** → | Étain **48 295 $/t** ▲ **+4,3 %** | Or **3 886,30 $/oz** ▼ **-4,6 %**

Brent **95,84 $/bbl** ▼ **-2,5 %** | CDF pour 1 USD **2 265,59** ▲ **+0,4 %**

Données de marché — dernière clôture disponible lors de la production du rapport, 16 nov. 2026 · LME, règlement au comptant · cobalt LME/Fastmarkets (indicatif) · COMEX, échéance la plus proche · ICE Brent, échéance la plus proche · taux indicatif BCC. Prix relevés à la source lors de la collecte, non générés par un modèle.

CARTE DE SITUATION — ÉVÉNEMENTS (DERNIÈRES 24 H)

SÉCURITÉ · SANTÉ PUBLIQUE · MINES · POLITIQUE · ÉCONOMIE · GÉOPOLITIQUE



1. **Raids nocturnes des ADF : au moins 35 civils tués, 14 disparus** — territoire de Mambasa, Ituri *(approx.)*
2. **Le M23 tient Kitshanga, les FARDC cherchent à reprendre la ville** — Kitshanga, Masisi, Nord-Kivu *(approx.)*
3. **Grève des exploitants de baleinières à l'entrée en vigueur de l'interdiction** — fleuve Congo, Kinshasa *(approx.)*

Fond de carte : Google Maps (données cartographiques ©2026 Google) · Emplacements approximatifs signalés par (approx.)

NIVEAU DE MENACE — CRITIQUE · ÉLEVÉ · ACCRU · MODÉRÉ — également la barre de couleur à côté de chaque article

VÉRIFICATION — CONFIRMÉ corroboré par au moins 2 sources · SIGNALÉ source unique

SÉCURITÉ ET CONFLITS

Raids nocturnes des ADF dans le territoire de Mambasa (Ituri) : au moins 35 civils tués, 14 disparus

CRITIQUE

Selon des informations publiées le 15 novembre, des raids nocturnes des Forces démocratiques alliées (ADF) contre des villages du territoire de Mambasa, en Ituri, ont tué au moins 35 civils ; 14 personnes sont toujours portées disparues et le bilan pourrait s'alourdir. Les attaques ont suivi le mode opératoire habituel du groupe : exécutions à l'arme blanche et à l'arme légère, pillages et incendies. La zone, sous état de siège depuis mai 2021, recoupe celle de la riposte contre Ebola.

SIGNALÉ Maliweb

SÉCURITÉ ET CONFLITS (SUITE)

Le M23 tient Kitshanga (Masisi), les FARDC cherchent à reprendre la ville

ÉLEVÉ

Selon Eye Radio, le 15 novembre, les rebelles du M23 tiennent Kitshanga, dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu), les combats avec les FARDC se poursuivant en violation du cessez-le-feu. Une source au sein des FARDC a indiqué que l'armée cherchait un moyen de reprendre la ville. L'article ne précise pas à quelle date Kitshanga a été prise.

SIGNALÉ Eye Radio · Liveuamap

SANTÉ PUBLIQUE

Ebola : l'épidémie s'emballe, les décès augmentent et l'endiguement marque le pas

CRITIQUE

Selon un reportage de l'AP publié le 15 novembre, l'épidémie s'emballe : les décès augmentent et les efforts d'endiguement faiblissent, la violence des groupes armés continuant d'entraver la riposte. Au bout de six mois (13 novembre), l'OMS et OCHA faisaient état de 11 254 cas confirmés et de 5 505 décès, avec 400 à 500 nouveaux cas par semaine dans 67 zones de santé réparties dans huit provinces ; seuls 1,3 milliard de dollars sur les 2,9 milliards promis par les donateurs ont été décaissés, et l'Africa CDC avertit que l'épidémie risque de devenir la pire jamais enregistrée.

SIGNALÉ Inside Politic (AP) · Donare.info · Scoop

POLITIQUE ET DIPLOMATIE

Le Conseil de sécurité de l'ONU inscrit le FRN de Kabila sur sa liste de sanctions ; la France salue la décision

ÉLEVÉ

Le Conseil de sécurité des Nations unies a inscrit sur sa liste de sanctions le Front pour la Refondation de la Nation (FRN) de l'ancien président Joseph Kabila, qui en a pris la tête en octobre 2026, a rapporté Chimp Reports le 15 novembre ; la France a salué cette décision dans une déclaration publiée le 14 novembre. La date de l'inscription et le numéro de la résolution ne sont pas encore confirmés. Kinshasa accuse le FRN d'offrir une couverture politique à la rébellion du M23/AFC.

SIGNALÉ Chimp Reports

Le Sommet de la Francophonie s'ouvre sur fond d'affrontement entre la RDC et le Rwanda autour de Mushikiwabo

ÉLEVÉ

Le 20e Sommet de la Francophonie s'est ouvert le 15 novembre à Phnom Penh, éclipsé par le différend entre la RDC et le Rwanda. Le porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya, a accusé la secrétaire générale sortante, Louise Mushikiwabo, d'« hypocrisie » pour avoir évoqué le Liban et Haïti dans son discours d'ouverture tout en ignorant la crise en RDC. Le président Emmanuel Macron a appelé le Rwanda à retirer sa candidature au profit du Roumain Dacian Cioloș ; le ministre rwandais des Affaires étrangères, Olivier Nduhungirehe, a refusé. Kinshasa avait retiré sa propre candidate, Juliana Amato Lumumba, pour soutenir Cioloș, rompant avec le consensus de l'Union africaine de juillet 2026, et menacé de reconsidérer son appartenance à l'OIF en cas de réélection de Mushikiwabo.

CONFIRMÉ Al Jazeera · RFI · Africanews · Japan Times · AFP · DW · Bangkok Post · Dawn · Kiripost · inkl

POLITIQUE ET GOUVERNEMENT

Ouverture officielle du processus de révision constitutionnelle sous les critiques

ÉLEVÉ

Le processus de révision constitutionnelle s'est officiellement ouvert le 15 novembre sous les critiques de l'opposition et de la société civile, a rapporté Eastleigh Voice. Le président Tshisekedi effectue son deuxième et dernier mandat constitutionnel de cinq ans, qui s'achève en 2028 ; ses détracteurs, dont le camp de Joseph Kabila, y voient une manœuvre pour prolonger son maintien au pouvoir.

SIGNALÉ Eastleigh Voice

POLITIQUE ET GOUVERNEMENT (SUITE)

L'ANR interdit à François Nzekuye, cadre du PPRD, de quitter le territoire

ACCRU

L'Agence nationale de renseignements (ANR) a interdit le 15 novembre à François Nzekuye Kaburabuza — cadre du PPRD de Joseph Kabila, membre de la coalition FCC et ancien député — de quitter le territoire national, par le message MSG-OUT N° 05. Aucun motif officiel n'a été communiqué.

SIGNALÉ NouveauMedia.cd · @chango_wa (X) · Facebook

ÉCONOMIE ET MACROÉCONOMIE

Grève des exploitants de baleinières apres l'entrée en vigueur de l'interdiction sur le fleuve Congo

ACCRU

L'interdiction des baleinières en bois sur le fleuve Congo et sur l'ensemble des voies navigables nationales, décidée par le ministère des Transports, est entrée en vigueur le 15 novembre ; la Police nationale et la Force navale sont chargées de la faire respecter. L'association des exploitants de baleinières (AAB) a décrété une grève générale à partir du 16 novembre en signe de protestation. Une dérogation temporaire de trois mois pour les baleinières locales a été signalée, ce qui pourrait limiter l'impact sur le commerce fluvial intérieur ; on ignore si la grève concerne les exploitants qui en bénéficient. L'interdiction fait suite à une série de naufrages meurtriers de baleinières, dont 148 morts en avril 2025, 107 en septembre 2025 et plus de 30 dans une collision sur le fleuve Congo en octobre 2026 ; l'assemblée provinciale de la Tshopo a demandé un moratoire d'un an.

SIGNALÉ ACP · Benin Web TV · Bankable Africa · Rio Times · XtrAfrika (Facebook)

POINTS DE VIGILANCE

- Combats entre le M23 et les FARDC, respect du cessez-le-feu, tentatives de reprise de Kitshanga par les FARDC et prochain briefing du Conseil de
- Activité des ADF en Ituri et au Nord-Kivu dans les 72 prochaines heures, réponse des FARDC aux attaques de Mambasa et nouvelles attaques meurtrières éventuelles dans le territoire.
- Cas et décès hebdomadaires d'Ebola du 16 au 22 novembre, propagation éventuelle à de nouvelles zones de santé ou provinces, et impact de l'insécurité sur la riposte à Butembo, Beni et Mongbwalu.
- Réactions de l'opposition et de la société civile à la révision constitutionnelle, y compris des manifestations et des recours contre la loi référendaire.
- Résultat du vote de l'OIF du 16 novembre et réaction de Kinshasa, notamment concernant une éventuelle remise en question de son appartenance à l'organisation, ainsi que les répercussions sur les relations entre la RDC, la France et le Rwanda.
- Inscription du FRN de Kabila sur la liste de sanctions du Conseil de sécurité : numéro de la résolution, date d'entrée en vigueur et incidence sur les déplacements et les avoirs de Kabila.
- Suivi effectif de la grève de l'AAB et perturbations du commerce fluvial ; maintien ou assouplissement de l'interdiction face aux pressions des provinces et des exploitants.

Avertissement : ce rapport est produit à l'aide d'outils automatisés de renseignement en sources ouvertes et d'informations accessibles au public. Il est fourni à titre informatif uniquement, ne constitue pas un conseil professionnel et peut contenir des inexactitudes ou des omissions ; les destinataires doivent vérifier son contenu de manière indépendante avant de s'y fier. Conditions générales complètes : https://tellurianresearch.com/terms-and-conditions/